|  |  |
| --- | --- |
| **Conférence de plénipotentiaires (PP-14) Busan, 20 octobre - 7 novembre 2014** | **logo_F_** |
|  |  |
|  |  |
| SÉANCE PLÉNIÈRE | **Document 61-F** |
|  | **11 août 2014** |
|  | **Original: anglais** |
|  | |
| Rapport du Secrétaire général | |
| DEMANDES d'exonération de toute contribution au financement des dépenses relatives à la participation aux travaux de l'UIT | |
|  | |

|  |
| --- |
| **Résumé**  Les demandes d'exonération de toute contribution financière des organisations ayant un caractère régional ou international ont été examinées par le Conseil à ses différentes sessions suivant la procédure établie par le Conseil à sa session de 2000. Conformément à cette procédure, les exonérations accordées par le Conseil à ses différentes sessions sont valables jusqu'à la Conférence de plénipotentiaires suivante. La Conférence de plénipotentiaires de 2010 (PP-10) a examiné et approuvé une prolongation des exonérations jusqu'à la prochaine Conférence de plénipotentiaires, en 2014 (PP-14).  Compte tenu de la recommandation du Groupe de travail du Conseil sur les ressources financières et les ressources humaines visant à mener un examen exhaustif des critères d'exonération du paiement de droits, le Conseil, à sa session de 2014, a **reporté** toute décision concernant de nouvelles demandes d'exonération à la Conférence de plénipotentiaires de 2014.  **Suite à donner**  La Conférence de plénipotentiaires (Busan, 2014) est invitée à:  1) **examiner** la liste d'organisations soumise au Conseil (Annexe 1), à sa session de 2014, et à **approuver** les recommandations du Secrétaire général;  2) **charger** le Conseil d'examiner les critères d'exonération et de réviser la liste en conséquence (Annexes 1 et 2); et  3) **approuver** une prolongation de courte durée de la validité de la liste d'entités exonérées jusqu'à ce que le Conseil ait mené à bien cet examen et cette révision.  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  **Références**  [*Numéro 231 de la Convention*](http://www.itu.int/council/pd/convention.doc#cv231)*,* [*Résolution 110 (Marrakech, 2002)*](http://www.itu.int/council/pd/basic-dec-res-rec.doc#res110) *de la Conférence de plénipotentiaires, Documents*[*C2000/28(Rév.1)*](http://www.itu.int/itudoc/gs/council/c00/docs/28rev1.html)*,* [*C2001/26*](http://www.itu.int/itudoc/gs/council/c01/docs/026.html)*,* [*C02/94 (§ 2)*](http://www.itu.int/md/S02-CL-C-0094/en)*,* [*C03/40 et (Add.1)*](http://www.itu.int/md/S03-CL-C-0040/en)*,* [*C03‑ADD/3*](http://www.itu.int/md/S03-ADCL-C-0003/en)*,* [*C05/40*](http://www.itu.int/md/S05-CL-C-0040/en)*,* [*C09/62*](http://www.itu.int/md/S09-CL-C-0062/en), [*C10/38*](http://www.itu.int/md/S10-CL-C-0038/en), [*C10/39(Rév.1)*](http://www.itu.int/md/S10-CL-C-0039/en), [*C10/91*](http://www.itu.int/md/S10-CL-C-0091/en), [C11/20 et (Add.1)](http://www.itu.int/md/S11-CL-C-0020/en), [C12/23 et (Add.1) et (Add.2)](http://www.itu.int/md/S12-CL-C-0023/en), [C13/44 et (Add.1) et (Add. 2) et (Add.3),](http://www.itu.int/md/S13-CL-C-0044/en) [C14/8](http://www.itu.int/md/S14-CL-C-0008/en) |

# 1 Situation

1.1 Actuellement, 112 organisations ayant un caractère régional ou international (voir l'Annexe 2 pour la liste complète), qui sont Membres des Secteurs de l'UIT ou Associés au titre du numéro 231 de la Convention, sont exonérées de toute contribution financière par le Conseil, conformément au numéro 476 de la Convention et à la procédure adoptée par le Conseil à sa session de 2000 (Document [C2000/28(Rév.1)](http://www.itu.int/itudoc/gs/council/c00/docs/28rev1.html)). Les exonérations de paiement des droits sont accordées par le Conseil à la suite d'une analyse et d'une recommandation du Secrétaire général. Les principaux critères sont les suivants: l'entité doit être une organisation régionale ou internationale à but non lucratif et doit offrir des avantages à l'UIT en échange de l'exonération.

1.2 La procédure adoptée par le Conseil à sa session de 2000 prévoit que toute exonération que le Conseil est susceptible d'accorder n'est valable que jusqu'à la Conférence de plénipotentiaires suivante. La dernière Conférence de plénipotentiaires (PP-10) a examiné la liste des organisations qui souhaitaient continuer à bénéficier d'une exonération et a approuvé la prolongation de ces exonérations jusqu'à la prochaine Conférence de plénipotentiaires (PP-14).

1.3 Ces dernières années, le nombre d'exonérations a connu une augmentation relativement rapide: près d'un tiers du nombre total d'exonérations a été accordé depuis la PP‑10. Aujourd'hui, environ un Membre de Secteur sur cinq est exonéré de droits. Ces exonérations concernent 215 Membres de Secteur dans les trois Secteurs (67 Membres de l'UIT-R, 63 Membres de l'UIT-T et 85 Membres de l'UIT-D) et trois Associés (deux Associés participant aux travaux de l'UIT-T et un Associé participant aux travaux de l'UIT-D). En outre, selon les critères généraux appliqués actuellement, un certain nombre d'organisations non-gouvernementales et d'associations professionnelles figurent parmi les organisations exonérées du paiement de droits, alors que d'autres organisations de même nature acquittent des contributions en leur qualité de Membres de l'UIT.

1.4 Le Groupe de travail du Conseil sur les ressources financières et les ressources humaines a demandé qu'un réexamen des conditions à remplir pour être admis au bénéfice d'exonérations du paiement de droits soit mené en vue d'améliorer la clarté, l'homogénéité et l'équité entre les Membres qui payent des contributions et ceux qui n'en acquittent aucune. Compte tenu de cette recommandation, le Conseil, à sa session de 2014, a reporté toute décision concernant de nouvelles demandes d'exonération (voir l'Annexe 1 pour la liste complète) à la Conférence de plénipotentiaires de 2014.

# 2 Profil et participation des organisations bénéficiant d'une exonération

2.1 Environ 30% des entités exonérées sont Membres des trois Secteurs (UIT-R, UIT-R et UIT-D) et 42% d'entre elles sont Membres d'un seul Secteur. En ce qui concerne leur participation, 69% des entités exonérées se sont inscrites à au moins une réunion ou conférence de l'UIT au cours des quatre dernières années. Pour les 31% restantes, le secrétariat n'a trace d'aucune inscription à des réunions ou conférences de l'UIT pour cette période. En outre, 18% des entités exonérées ont conclu un accord, ou l'équivalent, avec l'UIT (par exemple, pour le financement d'un projet ou d'une manifestation).

2.2 Dans le cadre de la préparation de la PP-14, toutes les organisations exonérées ayant un caractère régional ou international ont été officiellement invitées, par une lettre du Secrétaire général en date du 1er avril 2014, à confirmer leur volonté de continuer à participer aux travaux de l'UIT en tant que Membres de Secteur et à remplir un questionnaire concernant leur participation et leur contribution aux travaux de l'UIT au cours des quatre dernières années.

2.3 En réponse à la lettre du Secrétaire général, 72% des organisations exonérées ayant un caractère régional ou international (soit 81 entités sur 112) ont rempli le questionnaire. Dans ce groupe, 58% des entités sont Membres de l'UIT-R, 55% sont Membres de l'UIT-T et 73% sont Membres de l'UIT‑D. Plus de 90% des Membres exonérés qui ont rempli le questionnaire ont déclaré qu'ils avaient participé aux activités de l'UIT entre 2010 et 2014, notamment en assistant à des réunions ou conférences de l'UIT et en soumettant des contributions aux commissions d'études et aux groupes de travail. Environ le même pourcentage d'entités exonérées ont dit avoir invité l'UIT à participer aux activités qu'elles avaient organisées et à consulter gratuitement leur documentation. Parallèlement, plus de 90% de ces entités ont signalé qu'elles envisageaient de participer aux travaux de l'Union et qu'il en résulterait des avantages réciproques au cours des quatre ans à venir.

2.4 De plus amples détails concernant les profils des Membres exonérés, leur participation et leurs réponses au questionnaire susmentionné sont disponibles [ici](http://www.itu.int/en/plenipotentiary/2014/ties/Documents/061e-exemptions-excel-table.xlsx).

# 3 Recommandation

3.1 La PP-14 est invitée à **examiner** la liste d'organisations (Annexe 1) qui a été soumise au Conseil, à sa session de 2014, et à **approuver** les recommandations du Secrétaire général.

3.2 La PP-14 est en outre invitée à **charger** le Conseil d'examiner les critères d'exonération et de réviser la liste en conséquence (Annexes 1 et 2), et à **approuver** une prolongation de courte durée de la validité de la liste d'entités exonérées jusqu'à ce que le Conseil ait mené à bien l'examen des critères et la révision de la liste.

**Annexes**: 2

ANNEXe 1

Demandes d'exonérations soumises au Conseil à sa session de 2014

Les demandes soumises par le secrétariat au Conseil, à sa session de 2014, sont résumées ci-après. Comme indiqué plus haut, le Conseil, à sa session de 2014, a reporté toute décision concernant de nouvelles demandes d'exonération à la Conférence de plénipotentiaires de 2014.

1

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Organisation | Secteur | Respecte les critères | Recommandation du Secrétaire général |
| **AICEP – Associação Internacional das Comunicações de Expressão Portuguesa** | UIT-R  UIT-T  UIT-D | NON  OUI  OUI | NON  OUI  OUI |

Observations relatives aux avantages mutuels

L'AICEP (Association internationale des communications des pays lusophones) est une organisation internationale, technique, non gouvernementale et à but non lucratif, qui rassemble les opérateurs postaux et les opérateurs de télécommunication des pays lusophones.

La mission principale de cette organisation est de soutenir le développement durable des communications dans les pays lusophones moyennant l'échange d'informations, la réflexion, des programmes de formation et des projets de développement.

Actuellement, cette organisation compte 36 membres de neuf pays et territoires lusophones, comprenant des opérateurs postaux, des opérateurs de télécommunication et des opérateurs de contenus (télévision) ainsi que six des neuf régulateurs des communications des pays lusophones.

Les membres de l'AICEP représentent neuf pays et territoires de langue officielle portugaise (Angola, Brésil, Cabo Verde, Guinée-Bissau, Macao, Mozambique, Portugal, Sao Tomé‑et‑Principe et Timor‑Leste) et comprennent un Membre du Secteur de l'UIT-T (Compagnie des télécommunications de Macao), un Membre des Secteurs de l'UIT-T et de l'UIT-D (Portugal Telecom) et les régulateurs suivants des Etats Membres de l'UIT: *Autoridade Geral de Regulação* (AGER, Sao Tomé-et-Principe), *Autoridade Nacional de Comunicações* (ANACOM, Portugal), *Autoridade Reguladora Nacional das Tecnologias de Informação e Comunicação* (ARN-TIC, Guinée‑Bissau), *Instituto Angolano das Comunicações* (INACOM, Angola) et *Instituto Nacional das Comunicações de Moçambique* (INCM, Mozambique).

2

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Organisation | Secteur | Respecte les critères | Recommandation du Secrétaire général |
| **APC – Association pour le progrès des communications** | UIT-R  UIT-D | NON  OUI | NON  OUI |

Observations relatives aux avantages mutuels

L'Association pour le progrès des communications (APC) est un réseau international d'organisations non gouvernementales (ONG) fondé en 1990, qui regroupait initialement sept organisations à but non lucratif: IGC (Etats-Unis), GreenNet (Royaume-Uni), NordNet (Suède), Web Networks (Canada), IBASE (Brésil), Nicarao/CRIES (Nicaragua) et Pegasus (Australie). Depuis, ce réseau s'est élargi et compte aujourd'hui 48 membres de 35 pays, dont 12 membres sont des ONG africaines. Ses activités sont axées sur des études et des actions de sensibilisation concernant des questions liées à l'utilisation de l'Internet et aux intérêts de la société civile. A ce titre, ses membres mènent des études sur des questions de télécommunication telles que la gestion des fréquences ou l'accès universel.

Les documents et les connaissances accumulés dans le cadre des études réalisées par l'APC concernant le point de vue de la société civile sur des questions liées au développement des TIC pourraient être utiles pour les commissions d'études et les conférences de l'UIT et, de manière générale, pour les travaux menés par l'Union en matière de développement. L'APC a proposé de partager les documents issus de ses études qui pourraient présenter un intérêt pour l'UIT.

Les travaux de cette organisation sont principalement liés au domaine d'activité de l'UIT‑D. Aucune information ne montre que des activités ont porté sur la radiodiffusion, le spectre, les satellites ou tout autre thème relevant de l'UIT-R.

3

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Organisation | Secteur | Respecte les critères | Recommandation du Secrétaire général |
| **ATIS – Alliance for Telecommunications Industry Solutions** | UIT-R UIT-T | Examiner dans le cadre de l'examen des critères par le Conseil | Examiner dans le cadre de l'examen des critères par le Conseil |

Observations relatives aux avantages mutuels

L'*Alliance for Telecommunications Industry Solutions* (ATIS), membre actuel des Secteurs de l'UIT‑T et de l'UIT-R, est une organisation à but non lucratif constituée en vertu du droit des Etats-Unis (accréditée par l'Institut national américain de normalisation, ANSI), qui élabore des normes techniques et opérationnelles et des solutions pour le secteur des TIC. L'ATIS est l'organisation partenaire nord-américaine du projet 3GPP, l'un des partenaires fondateurs de oneM2M et membre des Secteurs des télécommunications et des radiocommunications de l'UIT et est, à ce titre, l'entité des Etats-Unis qui leur verse la contribution la plus importante. Elle est également membre de la CITEL.

L'organisation compte plus de 250 entités membres, qui comprennent des fournisseurs de services hertziens et de services filaires, des fabricants d'équipements, des fournisseurs de large bande, des concepteurs de logiciels, des entreprises du secteur de l'électronique grand public, les organismes chargés de la sécurité publique aux Etats-Unis et au Canada, des entreprises de gestion des droits numériques et des fournisseurs de services Internet.

L'ATIS est composée d'entités régionales et internationales, y compris des parties prenantes de premier plan du secteur des TIC (fournisseurs de services hertziens et de services filaires, fabricants d'équipements, fournisseurs de large bande, concepteurs de logiciels, entreprises du secteur de l'électronique grand public, organismes chargés de la sécurité publique aux Etats‑Unis et au Canada, entreprises de gestion des droits numériques et fournisseurs de services Internet).

L'ATIS est actuellement un membre de l'UIT-R et de l'UIT-T qui acquitte des contributions. Il conviendrait de poursuivre l'examen de cette demande, qui consiste à modifier le statut actuel de cette organisation pour qu'elle devienne membre exonéré du paiement de droits, dans le cadre de l'examen des critères par le Conseil.

4

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Organisation | Secteur | Respecte les critères | Recommandation du Secrétaire général |
| **CEEAC – Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale** | UIT-R  UIT-T  UIT-D | NON  NON  OUI | NON  NON  OUI |

Observations relatives aux avantages mutuels

La Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) est une communauté économique dont la mission est de promouvoir la coopération économique régionale en Afrique centrale. Elle a pour but de "réaliser l'autonomie collective, d'élever le niveau de vie des populations et de maintenir la stabilité économique" grâce à une coopération harmonieuse.

Les objectifs de la CEEAC dans le domaine des télécommunications/TIC sont définis dans les Articles 45 à 50 du Traité instituant la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale.

L'UIT est un partenaire stratégique de la CEEAC pour le développement et la mise en oeuvre d'activités dans le secteur des télécommunications/TIC en Afrique centrale. Elle fournit un appui à la CEEAC dans des activités qui comprennent l'harmonisation des réglementations nationales, lesquelles ont débouché sur l'élaboration de projets de loi-type sur les télécommunications/TIC et la cybersécurité qui sont en cours d'adoption par les organes de la Communauté, l'étude technologique et commerciale concernant l'itinérance en Afrique centrale et l'examen de questions liées à la gestion sûre des fréquences aux frontières.

La CEEAC est un partenaire de l'UIT pour les activités de développement dans la région d'Afrique centrale. Par exemple, le Secrétariat de la CEEAC a été le coordonnateur des pays d'Afrique centrale pendant la mise en oeuvre du projet HIPSSA.

L'UIT est systématiquement invitée à participer aux réunions de la CEEAC à tous les niveaux (réunions des chefs d'Etat, réunions ministérielles et/ou techniques). Elle a accès gratuitement à tous les documents de la CEEAC relatifs aux télécommunications/TIC.

La collaboration ayant essentiellement porté sur des questions liées au domaine d'activité de l'UIT‑D, les activités de la CEEAC n'ont jusqu'à présent pas relevé du domaine de compétence de l'UIT‑R ou de l'UIT-T.

5

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Organisation | Secteur | Respecte les critères | Recommandation du Secrétaire général |
| **IMPACT – Partenariat international multilatéral contre les cybermenaces** | UIT-T | OUI | OUI |

Observations relatives aux avantages mutuels

IMPACT est une alliance au service de la cybersécurité rattachée aux Nations Unies. Depuis 2011, IMPACT joue un rôle de premier plan pour promouvoir les objectifs de l'UIT en matière de cybersécurité et mène diverses activités dans le domaine de la normalisation des TIC.

Sur les 193 membres de l'UIT, au total 149 pays font partie de cette alliance créée sous les auspices de l'UIT, qui est l'une des plus importantes dans le domaine de la cybersécurité.

Depuis 2009, IMPACT a participé à un certain nombre d'activités et de projets visant à renforcer la cybersécurité dans les Etats Membres de l'UIT.

La participation à tous les ateliers, formations et séminaires organisés par IMPACT en collaboration avec ses partenaires principaux est ouverte gratuitement à l'UIT et à ses Etats Membres.

IMPACT a créé un répertoire qui rassemble les ressources concernant les activités collaboratives menées avec ses partenaires, telles que des livres blancs, des outils et des documents relatifs à la protection en ligne des enfants. Toutes ces ressources seront mises à la disposition de l'UIT et de ses Etats Membres gratuitement.

6

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Organisation | Secteur | Respecte les critères | Recommandation du Secrétaire général |
| **PITA – Pacific Islands Telecommunications Association** | UIT-R  UIT-D | OUI  OUI | OUI  OUI |

Observations relatives aux avantages mutuels

Les activités principales de la *Pacific Islands Telecommunications Association* (PITA) consistent à promouvoir, à renforcer et à améliorer les télécommunications dans ses pays membres. Elles comprennent des réunions au niveau régional, des ateliers techniques, des formations et des activités de coopération technique, qui visent à encourager l'échange de savoir‑faire, de connaissances et de capacités entre les pays membres et avec des organisations des pays développés. Les membres de la PITA sont des entités du secteur des télécommunications des Etats ou des territoires insulaires du Pacifique. Les membres associés sont des organisations professionnelles, des équipementiers et des fournisseurs de solutions issus du monde entier. Une catégorie spéciale de membre existe pour les gouvernements et les organes régulateurs.

La PITA a collaboré avec l'UIT pour organiser des réunions et des projets dans la région du Pacifique et utilisé ses propres financements pour s'acquitter de ses responsabilités au titre des accords conclus concernant ces activités. La PITA invite l'UIT à participer, sans frais d'inscription, à ses réunions et activités. Ces activités ont représenté des occasions intéressantes et rentables pour l'UIT-D, qui lui ont permis d'élaborer des rapports, d'échanger et de débattre sur les activités communes qui pourraient être mises en place avec les principaux partenaires des îles du Pacifique.

La PITA fournit également un appui au Secteur de l'UIT-R pour les initiatives menées dans les îles du Pacifique. En 2013, l'UIT-R et la PITA ont organisé en partenariat un séminaire sur les radiocommunications pour la région Asie-Pacifique, ainsi qu'un atelier concernant l'avenir de la bande C dans la région du Pacifique. L'UIT-R prépare actuellement avec la PITA un atelier de haut niveau qui se tiendra en 2014, et participera à son Assemblée, comme il l'a fait ces deux dernières années.

Par conséquent, la PITA compte parmi les partenaires importants des programmes de l'UIT-R et de l'UIT-D destinés aux îles du Pacifique. Cette collaboration permet de tirer des bénéfices mutuels des possibilités envisagées pour promouvoir les normes relatives aux télécommunications et aux technologies de l'information au niveau régional et pour coopérer en vue de renforcer les capacités et de transférer un savoir-faire, des connaissances et des compétences à la région des îles du Pacifique.

ANNEXe 2

Liste actuelle des entités exonérées

| ENTITÉ | UIT-R | UIT-T | UIT-D | Réponse au questionnaire |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Société civile africaine pour la société de l'information (ACSIS) | N | N | O | O |
| Réseau de consommateurs africains des TIC (AICN) | N | O | O | O |
| Union africaine des télécommunications | O | O | O | O |
| Union africaine | O | O | O | O |
| Union africaine de radiodiffusion | O | O | O | N |
| Arab Business Forum for Information and Communication Technology | N | N | O | N |
| Organisation arabe des technologies de l'information et de la communication (AICTO) | O | O | O | O |
| Arab Private Broadcasting Union | O | O | O | N |
| Réseau des régulateurs arabes | O | O | O | O |
| Union de radiodiffusion des Etats arabes | O | N | O | N |
| Union de radiodiffusion pour l'Asie et le Pacifique | O | O | O | O |
| Institut de l'Asie et du Pacifique pour le développement des émissions radiophoniques | N | N | O | O |
| Télécommunauté Asie-Pacifique | O | O | O | O |
| Asociación Iberoamericana de Centros de Investigación y Empresas de Telecomunicaciones | O | O | O | O |
| Asociación de Reguladores Administrador del Foro Latinoamericano de Entes Reguladores de Telecomunicaciones | O | O | O | O |
| Associação Empresarial de Comunicações de Portugal | N | N | O | O |
| Associação de Reguladores de Comunicações e Telecomunicações da Comunidade dos Países de Língua Portuguesa (ARCTEL-CPLP) | N | N | O | O |
| Association andine d'entreprises de télécommunications | O | O | O | N |
| Broadcast Networks Europe | O | N | N | O |
| Caribbean Association of National Telecommunication Organizations | N | N | O | N |
| Union des radiodiffusions des Caraïbes | O | N | O | O |
| Union des télécommunications des Caraïbes | O | O | O | O |
| Centre pour l'environnement et le développement de la région arabe et l'Europe | N | O | O | O |
| Child Helpline International | N | O | O | O |
| Committee on Radio Astronomy Frequencies | O | N | N | O |
| Comité de la recherche spatiale | O | N | N | O |
| Groupe Commonwealth de l'UIT | O | O | O | O |
| Organisation des télécommunications du Commonwealth | N | O | O | O |
| Consortium d'Appui aux Actions pour la Promotion et le Développement de l'Afrique (CAPDA) | N | N | O | N |
| Consumers International | N | O | O | O |
| Continua Health Alliance | O | O | O | N |
| Conseil de coopération des Etats arabes du Golfe | O | O | O | O |
| Diaspora africaine pour la société de l'information | N | N | O | O |
| Digital Opportunity Trust | N | N | O | O |
| Digital Radio Mondiale | O | N | O | N |
| Dominic Foundation | N | O | O | O |
| EIDQ Association -The Association for the Directory Information and Related Search Industry | N | A17 | N | N |
| Organisation des communications de l'Afrique de l'Est | O | O | y | O |
| Communauté d'Afrique de l'Est | N | N | y | N |
| Ecole Supérieure Multinationale des Télécommunications | O | O | y | O |
| Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest | O | O | y | O |
| Union européenne de radiodiffusion | O | O | y | y |
| Bureau européen des communications | O | O | y | O |
| European Competitive Telecommunications Association | O | O | y | N |
| Conférence européenne des administrations des postes et des télécommunications | O | O | y | O |
| Association européenne des exploitants de réseaux de télécommunication | O | O | y | O |
| Organisation européenne de télécommunications par satellite | O | O | y | O |
| Institut européen des normes de télécommunication | O | O | y | N |
| FTTH Council Asie-Pacifique | N | N | y | O |
| Fibre to the Home Council Moyen-Orient et Afrique du Nord (FTTH MENA) | N | N | y | O |
| Forum des équipes d'intervention et de sécurité en cas d'incident (FIRST) | N | O | y | O |
| G3ict - Initiative mondiale pour des technologies de l'information et de la communication | N | O | y | O |
| Global Knowledge Partnership Foundation | N | N | y | N |
| Global VSAT Forum | N | N | y | O |
| Global ICT Standardization Forum for India (GISFI) | N | O | N | O |
| Conférence sur la coordination des fréquences dans les bandes d'ondes décamétriques | O | N | N | O |
| IJMA3 - Organisation arabe pour les TIC | N | O | O | N |
| ITU-APT Foundation of India | N | O | O | O |
| Indigenous Peoples ICT Task Force | N | N | O | N |
| Institute of Electrical and Electronics Engineers, Inc. | O | O | O | O |
| Commission interaméricaine des télécommunications | O | O | O | N |
| Association du transport aérien international | O | O | O | O |
| Union internationale des radio‑amateurs | O | N | O | O |
| Association internationale de radiodiffusion | O | N | N | O |
| International Association of IT Lawyers (IAITL) | N | O | N | O |
| International Association of Marine Aids to Navigation and Lighthouse Authorities | O | N | N | O |
| Fédération internationale d'astronautique | O | N | N | O |
| Union astronomique internationale | O | N | N | O |
| Bureau international des poids et mesures | O | N | N | O |
| International Center for Disability Resources on the Internet (ICDRI) | N | O | N | O |
| Centre international pour la promotion des entreprises | N | N | O | O |
| Comité international de la Croix-Rouge | O | O | O | O |
| Conseil international pour la science | O | N | N | N |
| Conseil international des grands réseaux électriques | O | O | N | N |
| Commission électrotechnique internationale | O | O | O | N |
| Fédération internationale pour le traitement de l'information | N | O | O | O |
| Association internationale de signalisation maritime | O | O | N | O |
| Organisation internationale de télécommunications mobiles par satellite | O | N | N | O |
| Organisation internationale de normalisation | O | O | O | N |
| Système international de satellites pour les recherches et le sauvetage | O | N | N | O |
| Comité international spécial des perturbations radioélectriques | O | N | N | O |
| Académie internationale des télécommunications | N | A13 | A2 | O |
| Organisation internationale de télécommunications par satellite | O | O | O | O |
| Association internationale des usagers des télécommunications | N | O | O | O |
| Union radio-scientifique internationale | O | O | O | O |
| Internet Society | N | O | O | O |
| Internet Systems Consortium | N | O | O | N |
| Ligue des Etats arabes | O | O | O | O |
| Mandat International | N | O | N | O |
| NetHope Inc | N | N | O | O |
| North American Broadcasters Association (NABA) | O | N | N | O |
| Open Geospatial Consortium (OGC) | N | O | O | O |
| Pacific Islands Telecommunications Association | O | O | O | O |
| Organisation régionale africaine de communication par satellite | O | N | O | O |
| Communauté régionale des communications | O | O | O | O |
| Comité inter-unions pour l'attribution de fréquences à la radioastronomie et à la science spatiale | O | N | N | O |
| Fondation Sintesio | N | N | O | N |
| Society of Motion Picture and Television Engineers | O | N | N | O |
| Southern Africa Telecentre Networks | O | O | O | O |
| Communauté de développement de l'Afrique australe | N | N | O | N |
| Fondation Telecentre.org | N | N | O | N |
| Commission technique régionale des télécommunications | O | O | O | O |
| Centre international Abdus Salam de physique théorique | N | N | O | O |
| Conseil des communications par satellite Asie-Pacifique | O | N | N | O |
| Forum UMTS | O | O | O | N |
| Union Economique et Monétaire Ouest Africaine | N | O | O | N |
| United Kingdom Telecommunications Academy (UKTA) | N | O | O | N |
| WebForce International Federation | N | N | O | O |
| Assemblée des régulateurs des télécommunications de l'Afrique de l'Ouest | O | O | O | O |
| Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires | O | N | O | N |
| World Broadcasting Unions – Technical Committee | O | N | N | O |
| World Forum for Digital Audio Broadcasting | O | N | N | N |

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_